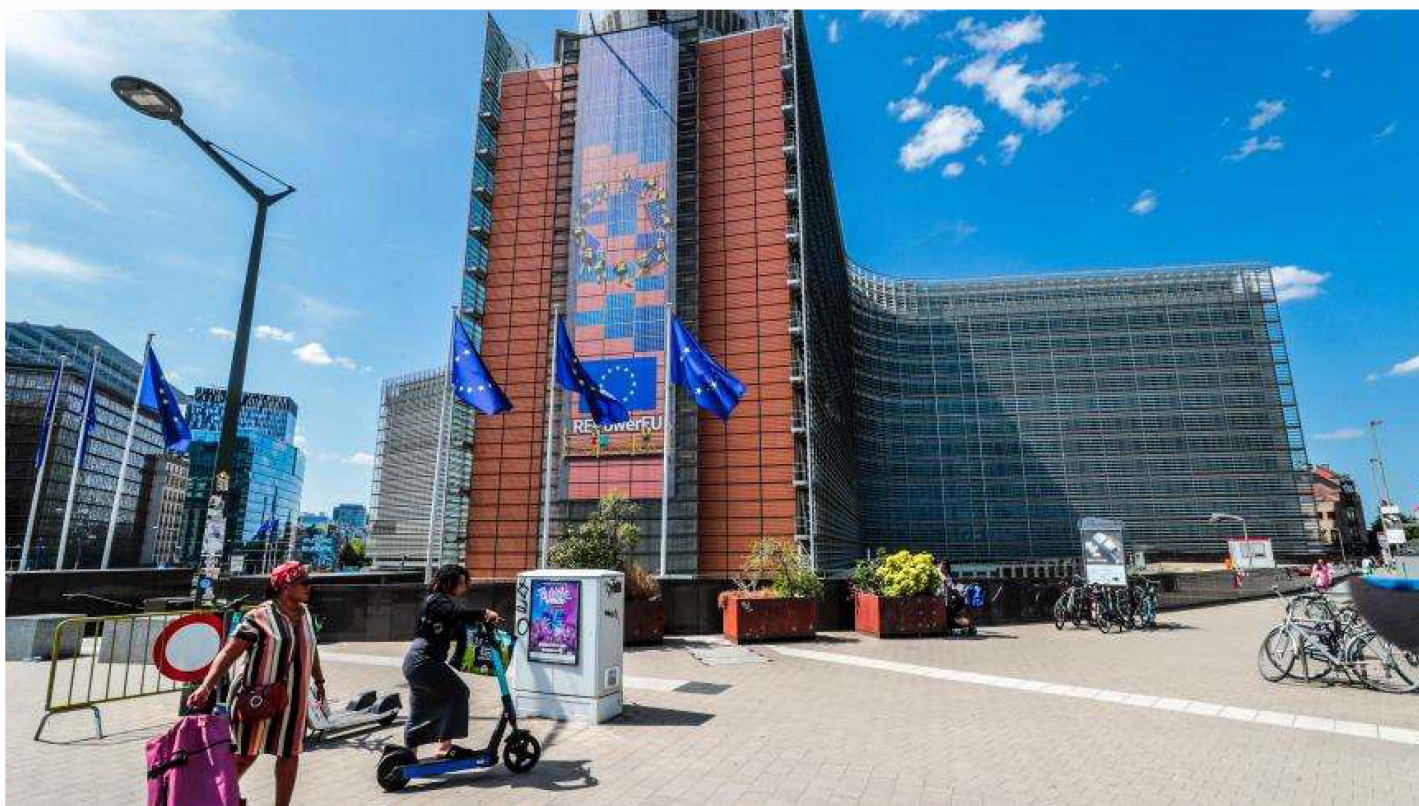


# Carta Academica : L'Europe « au coin de la rue » est-elle plus proche des citoyens ?

Tous les samedis, « Le Soir » publie la chronique d'un ou plusieurs membres de Carta Academica. Cette semaine : L'exemple des Bruxellois et Strasbourgeois comme citoyens d'une « Capitale de l'Europe » ayant les institutions européennes pour voisines permet de mesurer les interactions entre proximité spatiale et distance sociale dans la légitimation de l'Union Européenne.



Pierre-Yves Thienpont



**Chronique -**  
Par Carta Academica\*

Publié le 24/02/2024 à 10:00 | Temps de lecture: 6 min ⌚

Les points de vue exprimés dans les chroniques de Carta Academica sont ceux de leur(s) auteur(s) et/ou autrice(s) ; ils n'engagent en rien les membres de Carta Academica, qui, entre eux d'ailleurs, ne pensent pas forcément la même chose.

En parrainant la publication de ces chroniques, Carta Academica considère qu'elles contribuent à des débats sociétaux utiles. Des chroniques pourraient dès lors être publiées en réponse à d'autres. Carta Academica veille essentiellement à ce que les chroniques éditées reposent sur une démarche scientifique.

**Par François Foret, professeur de science politique, président de l'Institut d'Etudes Européennes et chercheur au Cevipol, Université Libre de Bruxelles.**



François Foret. - Bruno van Haute

**L**e statut de « capitale européenne » de Bruxelles comme ville d'accueil des institutions de l'Union Européenne (UE) fait régulièrement l'objet de controverses. Les retombées positives (<https://www.commissioner.brussels/fr/component/fleximedia/554-exe-rapport-annuel-ceoi-2020-fr?Itemid=304>) sur la reconnaissance internationale, l'économie et l'emploi de la ville sont mises en avant. En contrepoint, les effets négatifs ([https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/24/entre-les-bruxellois-et-les-institutions-europeennes-une-cohabitation-encore-difficile\\_6095813\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/24/entre-les-bruxellois-et-les-institutions-europeennes-une-cohabitation-encore-difficile_6095813_3210.html)) sur l'urbanisme, la mobilité et le coût de la vie sont critiqués. Le point de vue des principaux intéressés, les Bruxellois eux-mêmes, est cependant peu entendu. Une enquête (1) par sondage, réalisée en septembre 2021 et complétée par une deuxième vague en décembre 2023, auprès d'un échantillon représentatif de Bruxellois, a étudié la perception qu'ont les citoyens de « l'Europe au coin de la rue ».

## **Bilan positif mais calculs coûts/bénéfices**

Cette perception est au premier abord positive. Les Bruxellois interrogés font de la dimension internationale et européenne de leur cité son vecteur de reconnaissance au-delà des frontières belges. Les trois quarts des personnes sondées mettent en avant les bénéfices en termes d'opportunités professionnelles, d'offre éducative et de diversité. Même sur les sujets où l'impact négatif au quotidien de « l'Europe » est souvent pointé, comme les services publics, les transports, la démocratie locale ou le développement urbain, une large majorité de Bruxellois sondés estiment que les aspects positifs l'emportent. Trois bémols viennent cependant obscurcir le tableau en termes de coûts induits, d'inégalités et de distance persistante. Tout d'abord, concernant les coûts induits par la présence des institutions européennes, les enquêtés mentionnent l'exposition politique et médiatique accrue en tant que « capitale de l'Europe » qui peut transformer la ville en cible d'attaques terroristes. Un sentiment d'aliénation identitaire peut également découler d'une multiculturalité trop visible (dont la cause n'est cependant pas uniquement la présence de l'UE). Enfin, une minorité des répondants déplore la présence d'« expatriés qui ne s'intègrent pas dans la vie locale » et déclare ressentir « une perte d'identité ».

Un deuxième bémol renvoie aux lignes de fracture qui se dessinent, principalement entre classes sociales et générations. Entre classes sociales : les populations les plus favorisées sur les plans socio-économique et culturel semblent plus à même de profiter de la dimension internationale de la ville. Entre générations : les moins de quarante ans sont plus nombreux à fréquenter le « Quartier européen », que cela soit pour leurs loisirs ou pour raisons professionnelles.

Un troisième bémol ressortant des réponses de nos sondés tient au fait que leur perception de l'Europe demeure largement indirecte, façonnée par les médias et que leur niveau d'identification et de soutien à l'UE ne diffère pas drastiquement de celui des autres Belges.

En résumé, la relation des Bruxellois interrogés aux institutions européennes, associées et souvent confondues aux autres organisations internationales, prend la forme d'interactions inégales selon les groupes sociaux et les individus, dans une logique utilitaire où les bénéfices sont estimés supérieurs aux coûts. Cette

relation reste cependant pour la majorité occasionnelle, indirecte et empreinte d'une certaine indifférence. Ces résultats suggèrent que la réduction de la distance spatiale ne suffit pas à abolir la distance sociale et politique.

## **Bruxelles au miroir d'une autre capitale de l'Europe**

La comparaison de Bruxelles avec une autre « capitale de l'Europe », Strasbourg, où une étude (1) similaire a été réalisée en décembre 2021 montre beaucoup de similitudes mais aussi des différences causées par des contextes bien distincts. Comme pour les Bruxellois, le rapport des Strasbourgeois aux institutions européennes de proximité est positif mais n'efface pas les discriminations habituelles en termes de ressources éducationnelles, professionnelles et économiques qui prédisposent plus ou moins les citoyens ordinaires à interagir avec la dimension européenne et plus largement internationale. Les bénéfices et les coûts associés à la présence de l'Europe sont les mêmes, mais à des niveaux différents.

Les particularismes locaux dictés par l'histoire, le mode de gouvernance, la culture et la démographie pèsent de tout leur poids. Bruxelles est une ville plus grande et plus diversifiée dans son rapport à l'international que Strasbourg. C'est une multi-capitale (Europe, Belgique, Flandre) que s'approprient différentes autorités locales, régionales, nationales et internationales pour promouvoir leurs intérêts respectifs. L'inscription dans l'espace urbain des institutions européennes y est plus massive et plus controversée historiquement, ce qui suscite des sentiments un peu moins positifs et des griefs plus vifs chez les Bruxellois que chez les Strasbourgeois interrogés. À rebours, Strasbourg est une ville de taille plus restreinte, avec une identité frontalière forte, dans un système politique national très centralisé autour de Paris. Selon nos sondés, sa dimension européenne est liée principalement à la présence du Parlement européen, mais celle du Conseil de l'Europe et d'autres institutions comme la chaîne de télévision Arte élargit son sens et la tire vers le culturel plutôt que le politique. À Bruxelles comme à Strasbourg, la proximité de « l'Europe » via ses institutions dans la ville est perçue de manière dominante comme positive, malgré quelques coûts induits, mais ne permet pas de surmonter son abstraction.

## Quelles leçons pour l'UE ?

La relation du citoyen à l'UE est plus que jamais objet de débats à l'approche des élections européennes de juin 2024. Que nous apprend à cet égard l'étude du rapport des citoyens à l'Europe du « coin de la rue » ? Deux observations principales peuvent être faites en miroir l'une de l'autre.

D'abord, la taille n'est pas tout, et sans doute pas le principal défi dans la légitimation d'un système politique. Les critiques de l'UE comparent souvent cet espace aux vastes empires du passé pour décréter qu'elle est trop grande pour ne pas faillir et/ou disparaître (« too big not to fail/fall »). Même lorsque la distance spatiale est abolie, les discriminations liées au statut socio-économique et culturel ne le sont pas dans le rapport des citoyens aux institutions européennes, et l'impact sur leur relation politique à l'UE en termes de soutien et d'identification reste incertain.

Ensuite, et c'est l'autre face de la médaille plutôt qu'une contradiction, le lieu compte. La socialisation à l'Europe ne se passe pas tout à fait de la même façon à Bruxelles qu'à Strasbourg. Les histoires locales, nationales, géopolitiques, économiques et sociales des deux villes continuent à façonner les perceptions des citoyens. La légitimation de l'UE est vouée à composer avec cette diversité.

**Toutes les chroniques de \*Carta Academica**

**(<https://www.cartaacademica.org/>) sont accessibles gratuitement sur notre site ([https://www.lesoir.be/338352/free-tags/carta-academica#\\_ga=2.129656132.952780823.1634549468-1127888127.1548328831](https://www.lesoir.be/338352/free-tags/carta-academica#_ga=2.129656132.952780823.1634549468-1127888127.1548328831)).**

(1) Foret François, « Strasbourg, “capitale de l'Europe” : un autre rapport du citoyen aux institutions européennes ? », *Revue française d'administration publique*, N° 183(3) : 849-862, 2023.